

Favoriser les entreprises locales afin de maximiser la valeur pour les Québécois

Il est possible, dans le respect des accords de commerce international, de valoriser les retombées économiques et sociales locales dans les critères d'évaluation. Ces retombées contribuent directement à la création d'emplois, au développement d'expertises québécoises et à la résilience de l'écosystème numérique.

Propositions :

- Pondération graduée (à intégrer dans la section « Qualité »), par exemple :
 - Siège social au Québec : **+5 pts**,
 - Entreprise canadienne : **+3 pts**,
 - Entreprise internationale avec engagements locaux tangibles (emplois, sous-traitance, transfert de compétences) : **+1 pt**;
- Valoriser l'innovation locale, incluant : IA, réingénierie des processus, automatisation RPA, pratiques DevOps, optimisation cloud;
- Valoriser les entreprises soumises à des exigences gouvernementales élevées (PAEE, ESG, développement durable, politiques de diversité, inclusion, gouvernance et cybersécurité). Ces obligations représentent :
 - des investissements structurants,
 - une rigueur organisationnelle accrue,
 - une contribution directe aux priorités sociales et environnementales de l'État.

Elles devraient être reconnues dans la grille qualité, car plusieurs petites firmes — non assujetties à ces exigences — ne portent pas ces responsabilités ni ces coûts.

- Registre public des compétences des firmes québécoises : certifications, capacités de livraison, domaines d'expertise. Cet outil soutiendrait les ministères et organismes dans l'analyse des soumissions et améliorerait la transparence;
- Bilan d'achat annuel, publié par les ministères : répartition des contrats par région et fournisseur, taux de réussite, taux d'attrition, relation prix/qualité. Cela permet de répondre aux perceptions de redistribution et de démontrer la valeur réelle livrée par chaque entreprise.

Bénéfices attendus :

- Maximisation des retombées locales;
- Reconnaissance des efforts en conformité, ESG, PAEE, cybersécurité;
- Encouragement de l'innovation dans l'écosystème québécois;
- Transparence accrue et confiance renforcée;
- Alignement avec les priorités économiques et sociales du gouvernement.